



Pourquoi les enseignants français se sentent-ils mal-aimés ?

Une majorité d'enseignants dit souffrir d'une image dévalorisée dans la société française. Sondage après sondage, les Français rappellent pourtant leur attachement à la figure du professeur. Enquête sur ce paradoxe. Article réservé aux abonnés

C'est l'histoire d'un malentendu. Un désamour ressenti par des générations d'enseignants, convaincus que les Français ne les aiment plus et ont une mauvaise image de leur métier. « Professeur des écoles n'est qu'un titre, sans prestige, désuet, illustre en quelques mots Gaël, un enseignant lyonnais. Nous sommes méprisés par l'opinion, qui ignore royalement la réalité du métier... » Un constat que les sondages auprès des Français sont pourtant loin de confirmer.

La question s'est imposée à l'agenda politique : le 25 avril, lors de la conférence de presse de clôture du grand débat national, Emmanuel Macron a défendu la nécessité de « revaloriser ce métier essentiel à la République et à la vie de la nation qu'est l'enseignant, le professeur, le maître ». Une revalorisation qui pourrait notamment passer par une augmentation salariale. En février, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, estimait, lui, que le besoin de reconnaissance des enseignants « est évident ». « On doit répéter, sans cesse, que la société française doit aimer ses professeurs », ajoutait-il.

Exception européenne

Mais pour convaincre les enseignants, le chantier promet d'être ardu. Cette dévalorisation ressentie des enseignants pour leur profession est en effet profonde. Elle est unique en Europe. Selon les chiffres de l'enquête Talis de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) réalisée tous les cinq ans, 5 % des enseignants français pensent que leur métier est valorisé dans la société, contre 31 % en moyenne sur les trente-cinq pays participants. Seule la Slovaquie arrive derrière la France.

Cette autodépréciation tricolore est corroborée par plusieurs enquêtes depuis les années 2000. Avec à chaque fois ce même constat : si les enseignants ont globalement une haute estime de leur métier, ils le jugent rarement

« prestigieux » dans la société française. Un sentiment qui se met en place avant même d'entamer la formation d'enseignant. Dans une étude du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) de 2016, un panel d'étudiants de troisième année de licence, dont la moitié envisageait de devenir professeur, classait la profession d'enseignant parmi les moins prestigieuses d'une liste de quinze métiers, juste devant « styliste ». Tout en portant aux nues les métiers de « magistrat », « ingénieur » ou encore « avocat ».

Paradoxalement, l'opinion publique, interrogée régulièrement sur « les enseignants » ou les « métiers préférés » des Français, ne partage pas ce regard.

« Les Français aiment et estiment les enseignants », peut-on lire dans un sondage Odoxa publié en janvier dans le contexte de la mobilisation contre les réformes du lycée et du bac. Ils ont « une très bonne image des enseignants », conforte un baromètre des services publics de novembre 2018. Un soutien récurrent de l'opinion depuis les années 1960, particulièrement au sein des classes populaires.

Statut social

Comment expliquer alors ce décalage entre le ressenti des enseignants et celui de la population ? « De 1880 à 1940, les instituteurs jouissent d'un prestige et d'une considération qu'ils n'avaient jamais eue, et qu'ils ne retrouveront pas », expliquait déjà en 1968 l'historien Antoine Prost dans son Histoire de l'enseignement en France (Armand Colin).

Dès la fin des années 1950, des études font état des doléances d'instituteurs quant à la valeur de leur métier.

Le sentiment exprimé par les enseignants « est loin d'être nouveau, mais ses raisons ont évolué au fil du temps », commente Géraldine Farges, maître de conférences en sciences de l'éducation qui a consacré un chapitre au sujet dans son ouvrage *Les Mondes enseignants : identités et clivages* (PUF, 2017). Dès la fin des années 1950, des études font état des doléances d'instituteurs quant à la valeur de leur métier. Encore imprégnés de l'esprit missionnaire des « hussards noirs » de la IIIe République, les enseignants du primaire ne vivent pas bien leur situation « d'entre-deux social ». L'ascension sociale que représente encore pour beaucoup l'accès au métier a pu provoquer d'une part « des jalousies dans leur milieu d'origine », mais aussi « du mépris de l'autre côté de l'échelle sociale », décrypte Géraldine Farges.

Second « traumatisme historique » du côté des enseignants du secondaire cette fois-ci : « La perte d'une double distinction », selon l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. Celle qui les distinguait des enseignants du primaire du point de vue du nombre d'années d'études : le diplôme requis pour être instituteur passant du brevet supérieur sous la IIIe République, au baccalauréat sous la IVe République, puis à la licence et au master sous la Ve ... comme les enseignants du secondaire. Et celle liée aux politiques de massification scolaire et à la fin de cette idée selon laquelle « le fait d'enseigner à l'élite de la nation faisait d'eux, d'une certaine manière, des "enseignants d'élite" ».

Pour les professeurs du primaire comme du secondaire, la hausse du niveau d'instruction de la population active à partir du milieu du XXe siècle remet alors en question leur position sociale et intellectuelle, au moins symboliquement.

Remise en cause de l'expertise professorale

Aujourd'hui 45 % des sortants du système éducatif français sont titulaires d'un diplôme du supérieur, 32 % ont validé des études longues (bac +3 à bac +8), contre 13 % pour la génération de leurs parents, selon les chiffres du ministère. Autrement dit : face à une société globalement plus instruite, la figure d'« intellectuel » que revêtait l'enseignant a pris du plomb dans l'aile, et « le niveau d'étude des professeurs ne suffit plus au prestige de la profession, malgré le fait de devoir passer un concours pour y accéder », complète le professeur émérite en sciences de l'éducation André D. Robert.

« Ces contestations de l'expertise professorale alimentent le sentiment de dévalorisation chez les enseignants », analyse Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA

Parmi cette population plus instruite qu'avant, on trouve... les parents d'élève. Et, paroles de professeurs, les relations avec eux sont plus tendues que par le passé, les remises en cause de l'action professorale plus régulières. « Ces contestations de l'expertise professorale alimentent le sentiment de dévalorisation chez les enseignants », analyse Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA. Dans le baromètre des métiers de l'éducation du syndicat publié mi-mai seulement 28,2 % des enseignants interrogés disaient ressentir « de la reconnaissance et du respect » dans leur pratique professionnelle, soit huit points de moins qu'en 2018... Le représentant souligne la « place singulière » de l'institution scolaire « par laquelle tout le monde est passé et sur laquelle tout le monde a donc son mot à dire ». L'école « fait aujourd'hui partie des traditionnelles discussions du dimanche autour du poulet familial », lâche-t-il en souriant.

Ce sentiment de ne jamais être pris au sérieux professionnellement serait par ailleurs renforcé par l'enchaînement des réformes éducatives qui « reviennent tous les cinq ans » pour changer les méthodes pédagogiques, l'organisation des cours ou les cadres de travail. « On pointe du doigt sans arrêt les insuffisances de l'école, réelles ou non, sans même avoir laissé le temps aux enseignants de digérer la précédente réforme », estime Stéphane Crochet.

Le tout sans soutien adéquat de leur hiérarchie regrettent régulièrement les enseignants sur le terrain. Ils gardent d'ailleurs en travers de la gorge certains discours politiques ayant parfois accompagné ces réformes et, estiment-ils, caricaturant les enseignants, ou les « bons mots » médiatiques prononcés opportunément, comme la phrase « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal », lancée en 2007 par le président Nicolas Sarkozy.

Cette « petite musique » va de pair avec « la médiatisation, avant tout, de ce qui ne marche pas à

l'école », complète Frédérique Rolet, du syndicat SNES-FSU.

Reconnaissance salariale

Au-delà de cette image publique dégradante de l'école, la question des salaires des enseignants est régulièrement brandie par les syndicats comme la cause des maux des professeurs.

L'augmentation des salaires étant, depuis de longues années, un incontournable de leurs revendications. Cette demande part d'un

« constat objectif », défend Frédérique Rolet. Dans les enquêtes internationales, les professeurs français apparaissent en moyenne moins payés que leurs homologues étrangers. Sans compter les inquiétudes autour de la baisse de leur pouvoir d'achat sur fond de gel du point d'indice des fonctionnaires.

Mais le salaire n'est qu'une partie de la solution, souligne tous les interlocuteurs interrogés par Le Monde. Il faudrait aussi favoriser les temps et les espaces d'échanges entre enseignants, « car le collectif et la coopération sont des leviers de confiance en soi professionnelle », décrit Eric Charbonnier, analyste à la direction de l'éducation de l'OCDE, tout comme « la participation renforcée à des activités de formation continue pour les aider à se sentir plus fort dans leurs pratiques pédagogiques », et face aux critiques dont elles font parfois l'objet.

Ces leviers sont d'autant plus urgents à activer que ce sentiment des enseignants français d'être « mal aimés » n'implique pas seulement leur bien-être. « Les pays où les enseignants estiment que leur métier est valorisé par la société sont aussi ceux qui ont les meilleurs résultats aux tests PISA [qui évaluent le niveau des élèves] », conclut le spécialiste.

Cet article est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette nouvelle newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Séverin Graveleau